

Direction Territoriale Centre-est du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), établissement public à caractère administratif,

dont le siège se situe Cité des mobilités, 25 avenue François Mitterrand, CS 92 803, 69 674 Bron Cedex,

Ci-après désigné "l'acheteur »

## **MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**Remplacement des équipements de gestion des installations de chauffage et de climatisation des bâtiments de l'agence CEREMA de Strasbourg et prestations associées**

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières** **(C.C.A.P.)**

**Réf : 2024-110\_M**

## Table des matières

ARTICLE 1. OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	4
1.1. Objet de la consultation.....	4
1.2. Décomposition en lots.....	4
1.3. Nature et étendue du marché.....	4
1.4. Spécifications techniques.....	4
1.5. Procédure.....	4
ARTICLE 2. DURÉE DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 3. PIÈCES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 4. CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES.....	5
4.1. Confidentialité.....	5
4.2. Protection des données personnelles.....	6
ARTICLE 5. RESPONSABILITÉS.....	6
ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
6.1. Obligations de résultat.....	6
6.2. Réunions et gouvernance.....	7
6.3. Lieu d'exécution du marché.....	7
6.4. Notification des informations.....	7
6.5. Assurances.....	7
6.6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....	8
6.7. Gestion des déchets de chantier - considérations environnementale.....	8
ARTICLE 7. PRIX DU MARCHÉ.....	8
7.1. Forme et contenu des prix.....	9
7.2. Modalités de variations des prix du marché.....	9
ARTICLE 8. MODALITES DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	10
8.1. Avances.....	10
8.2. Acomptes.....	11
8.3. Modalités de règlement.....	12
8.4. Unité monétaire.....	13
8.5. Paiement direct des sous-traitants.....	14
ARTICLE 9. DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX ET PROLONGATION.....	14

9.1. Période de préparation.....	14
9.2. Délai d'exécution.....	14
ARTICLE 10. MAIN D'ŒUVRE.....	15
10.1. Liens juridiques.....	15
10.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	15
10.3. Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	15
10.4. Protection de la main d'oeuvre.....	16
10.5. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	17
ARTICLE 11. PÉNALITÉS.....	17
11.1. Pénalités de retard.....	18
11.2. Autres pénalités.....	18
11.3. Pénalité pour indisponibilité.....	18
11.4. Application des pénalités.....	18
ARTICLE 12. RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	19
ARTICLE 13. GARANTIE.....	20
ARTICLE 14. CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	20
ARTICLE 15. RÉSILIATION DU MARCHE.....	20
15.1. Résiliation sans faute.....	20
15.2. Résiliation pour événements liés au marché.....	20
15.3. Résiliation pour faute.....	20
ARTICLE 16. DIFFÉRENDS.....	21

## **ARTICLE 1. OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ**

### **1.1. Objet de la consultation**

Le présent marché a pour objet des travaux de Remplacement des équipements de gestion des installations de chauffage et de climatisation d'un bâtiment de l'agence CEREMA de Strasbourg et des prestations associées.

### **1.2. Décomposition en lots**

Le présent marché fait l'objet d'un lot unique car l'objet ne permet pas l'identification de prestations distinctes en application de l'article L2113-10 du code de la commande publique.

### **1.3. Nature et étendue du marché**

Le présent marché est un marché de travaux.

Il s'agit d'un marché simple à prix global et forfaitaire.

### **1.4. Spécifications techniques**

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

### **1.5. Procédure**

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 2. DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché démarre à notification et prend fin à l'admission de la totalité des prestations.

-S'agissant des prestations forfaitaires liées à l'implémentation du nouveau système de gestion (cf article 2.2 du CCTP) le délai d'exécution part à compter de la notification jusqu'à la décision de réception attestant de l'exécution desdites prestations conformément au planning défini à l'article 9.2 du CCAP.

-S'agissant des prestations forfaitaires annuelles de maintenance elles démarreront à la réception des travaux pour une durée de 1 an ferme.

A l'issue de cette période le marché pourra être reconduit trois fois, pour une durée de un an à chaque reconduction.

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut pas s'y opposer. Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il notifie au titulaire sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de deux mois avant la fin de l'année de maintenance en cours d'exécution.

Le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction

### **ARTICLE 3. PIÈCES CONTRACTUELLES**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG TRAVAUX, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité ; en cas de contradiction entre les stipulations contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) ;
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses deux annexes :
  - annexe n°1 : « Plans du Bâtiment par étage »
  - annexe n°2 : « Ensemble des installations thermiques du site » ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ;
- planning d'exécution détaillé précisé à l'article 9 du CCAP
- L'offre technique du titulaire ;

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus

**Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2. du CCAG Travaux, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.**

### **ARTICLE 4. CONFIDENTIALITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

#### **4.1. Confidentialité**

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-Travaux, le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent une communication de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à faire respecter cette obligation de confidentialité par leurs salariés

et agents, même après que ceux-ci auront cessé d'exercer leurs fonctions.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG-Travaux toutes les informations, documents et données échangés dans le cadre du présent marché sont réputés présenter un caractère confidentiel sans que le CEREMA n'ait à signaler ce caractère confidentiel. Seuls les informations, documents ou données signalés comme non confidentiels ou rendus publics par la volonté du CEREMA ne relèvent pas de l'obligation de confidentialité.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Tout manquement à cette obligation est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute du titulaire dans les conditions du présent CCAP.

#### 4.2. Protection des données personnelles

Chaque partie au marché respectera l'article 5.2 du CCAG-Travaux.

Il n'y a pas de traitement de données à caractère personnel dans le marché.

### **ARTICLE 5. RESPONSABILITÉS**

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre le CEREMA en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Conformément à l'article 35 du CCAG-TRAVAUX, les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

## **ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **6.1. Obligations de résultat**

Dès la notification du marché, le titulaire assume les obligations qui lui sont assignées au titre du marché.

Tout au long du marché le titulaire doit permettre au Cerema de suivre l'exécution et l'avancement des prestations.

Il lui appartient de se conformer à l'ensemble des obligations du marché, d'avertir le CEREMA durant le marché de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations qui lui sont commandées par le marché.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat sur la qualité des prestations effectuées pour le CEREMA, conformément au CCTP.

### **6.2. Réunions et gouvernance**

Une réunion d'ouverture du marché est prévue sur site afin de préciser les modalités d'exécution des travaux et la mise en place de la solution informatisée entre le maître d'ouvrage et le titulaire dans un délai de 1 mois suivant la notification du marché.

Le titulaire remet en outre au maître d'ouvrage un plan de prévention des risques relatif à l'exécution du marché lors de cette réunion.

Toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution des travaux , y compris la réunion de démarrage sont réputées incluses dans les prix et ne donneront pas lieu à quelconque facturation supplémentaire.

### **6.3. Lieu d'exécution du marché**

Les travaux seront réalisés par le titulaire dans les locaux de l'Agence du CEREMA de Strasbourg située :

11 Rue Jean Mentelin,  
67200 Strasbourg

### **6.4. Notification des informations**

La notification des décisions, observations ou informations s'effectue conformément à l'article 3.1 du CCAG TRAVAUX. En complément de l'article 3.1.1 du CCAG-TRAVAUX, les adresses postales ou électroniques pouvant être utilisées pour ces notifications sont celles figurant dans l'offre du titulaire, dans l'acte d'engagement et sur le courrier de notification initial du marché.

Les parties doivent s'informer par écrit (selon les modalités de l'article 3.1.1 du CCAG-

travaux) dans les plus brefs délais en cas de modification des adresses de contact. La modification est effective dès réception de cette information. La modification des adresses de contact ne donne pas lieu à avenant.

#### 6.5. Assurances

Conformément à l'article 8 du CCAG-TRAVAUX, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- De la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil le garantissant contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue à raison des dommages corporels, matériels ou immatériels subis par toute personne, de son fait ou du fait de ses personnels ou matériels.
- De la responsabilité professionnelle couvrant les risques d'exécution, et les responsabilités biennales et décennales. La police précise le plafond assuré par sinistre et la nature des activités

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande de l'acheteur et dans un délai de 15 jours à réception de la demande.

L'attestation doit être valable à la date réglementaire d'ouverture de chantier.

#### 6.6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité

Suivant la notification du marché, le titulaire présentera au maître d'ouvrage le schéma d'organisation du chantier et le plan d'installation de chantier.

En fin de travaux, tous les aménagements du chantier seront enlevés et le terrain nettoyé.

Le titulaire doit, conformément à la législation en vigueur, mettre en place, et assurer le maintien, de toute protection collective ou individuelle nécessaire au parfait achèvement de ses travaux (nécessaire à la protection de ses personnels comme des biens et personnes extérieures).

#### 6.7. Gestion des déchets de chantier - considérations environnementales

Il est demandé au titulaire :

- De mettre en place des mesures limitant au maximum l'impact carbone de son activité dans ses déplacements liés à l'exécution du marché.
- Le titulaire s'engage à cette fin à ce qu'aucun dépôt hors des décharges prévues à cet effet



ou enfouissement d'ordures et aucun brûlage, ne soit réalisé.

## **ARTICLE 7. PRIX DU MARCHÉ**

### **7.1. Forme et contenu des prix**

Le marché est traité à prix global et forfaitaire.

Les stipulations de l'article 9.1 du CCAG - travaux sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée.

Les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations. Ils sont établis en tenant compte notamment :

- des stipulations du CCAG et de l'ensemble des pièces contractuelles,
- des mesures à prendre par le titulaire vis-à-vis des risques Covid-19, dans le respect des instructions gouvernementales en vigueur au moment de l'exécution des prestations,
- de tous les frais de transport, de restauration et d'hébergement,
- des phénomènes naturels,
- des coûts résultants de l'élimination des déchets de chantier.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par l'acheteur.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

### **7.2. Modalités de variations des prix du marché**

1 / s'agissant des travaux liées à la mise en place de la solution en mode saas (lignes 5 à 9 de la DPGF) :

Les prix sont fermes et actualisables.

Les prix seront actualisés si plus de trois mois s'écoulent entre le mois de remise des offres (mois M0) mentionné en page de garde du Règlement de Consultation et la notification du marché selon la formule suivante :

$$P = P_0 * (I - 3 / I_0)$$

P est le prix révisé

Po est le prix initial du marché en date de valeur mois M0

Io = Valeur de l'index de référence I prise au mois M0

I-3 = Valeur de l'index de référence I prise au mois de notification moins 3 mois

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est : l'index BT01 Tous corps d'état index Bâtiment base 2010.

Si les conditions précitées sont remplies, l'actualisation est de droit.

Elle a lieu une seule fois, à la demande du titulaire. Le titulaire adresse sa demande après réception de la notification et seulement lorsque l'indice BT01 du mois n-3 a été publié au moniteur des travaux publics.

2/ s'agissant des prestations de maintenance du système GTB (ligne 10 de la DPGF) :

Les prestations de maintenance sont révisables annuellement à date fixe, la première révision ayant lieu le cas échéant, à la reconduction du marché à l'issue de la période ferme de 1 an.

Le mois de base de référence Mo sera le mois de remise des offres identifié dans le règlement de consultation.

Les prix sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = Po (0,20 + 0,10 \frac{FSD1}{FSD1o} + 0,70 \frac{ICHT-IME}{ICHT-IMEo} )$$

P = prix révisé HT

Po = prix initial HT en date de valeur du mois M0

FSD1 = valeur de l'indice des frais et services divers, du mois M-3, M étant le mois de reconduction du marché

FSD1o = valeur de l'indice des frais et services divers du mois M0

ICHT-IME = valeur de l'indice du coût horaire du travail tous salariés dans les Industries Mécaniques et Électriques, du mois M-3, M étant le mois de reconduction du marché

ICHT-IMEo = valeur de l'indice du coût horaire du travail tous salariés dans les Industries Mécaniques et Électriques du mois M0.

Le titulaire transmet à chaque date d'anniversaire les prix révisés à l'adresse suivante :

[cfml.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr](mailto:cfml.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr)

## **ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**

### **8.1. Avances**

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée sur le montant de la DPGF (hors maintenance et logiciel) au titulaire du marché, si les conditions prévues par l'article R2191-3 du Code de la commande publique sont satisfaites. Elle est versée si le montant mentionné ci-avant est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution des prestations liées à l'implémentation est supérieur à deux mois.

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-12, et en application de l'option A de l'article 10.1 du CCAG-TRAVAUX, le montant de l'avance est de 20% du montant initial du marché.

Elle n'est due que sur la base du montant initial du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à un paiement direct.

### **8.2. Régime de paiements**

-Les prestations liées à l'implémentation de la solution (hors maintenance et logiciel) font l'objet de paiements d'acomptes mensuels, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait.

Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde, soit à la réception. Le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté.

Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

La bonne exécution des prestations pourra être vérifiée par des constatations et constats contradictoires conformément à l'article 11 du CCAG-travaux.

-S'agissant des licences et des prestations de maintenance :

la redevance forfaitaire annuelle fait l'objet d'un paiement annuel, payable à terme échu pour la maintenance et terme à échoir s'agissant de la licence

### **8.3. Modalités de règlement**

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des

intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'admission de la demande de paiement sur la plateforme chorus pro.

#### 8.4. Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

#### 8.5. Paiement direct des sous-traitants

Le cas échéant, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique complétées par les modalités suivantes :

- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **ARTICLE 9. DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX ET PROLONGATION**

#### 9.1. Période de préparation

La période de préparation est la période durant laquelle, avant le démarrage des travaux,

certaines dispositions préparatoires doivent être prises et certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages doivent être établis.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-travaux, elle devra débuter à la notification du marché et aura une durée maximale d'un mois.

Cette période correspond également aux délais d'approvisionnement du matériel relatif à l'exécution du présent marché.

Durant cette période, une réunion est fixée entre l'acheteur et le titulaire comme précisé à l'article 6,2 ci-avant.

#### 9.2. Délai d'exécution

-Concernant les prestations liées à l'implémentation de la solution informatisée permettant la supervision des équipements de gestion des installations de chauffage et de climatisation ainsi que le remplacement d'équipements techniques et des prestations associées de paramétrage, de mise en service, de formation, le calendrier d'exécution sera établi entre les deux parties lors de période de préparation et rendu opposable au titulaire.

Le délai d'exécution est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux. Les prestations d'aide à l'utilisation doivent être effectuées pour pouvoir prononcer la réception du système de gestion.

-Les délais et modalités d'exécution des prestations de maintenance sont indiqués dans l'offre du titulaire.

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 18.2 du CCAG travaux.

### **ARTICLE 10. MAIN D'ŒUVRE**

#### 10.1. Liens juridiques

Le personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché public demeure sous la responsabilité exclusive du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants pendant toute la durée d'exécution du marché public.

#### 10.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... du ..... ayant pour objet .....*

*Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités du CCAP notifié dans le cadre du marché.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."*

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

#### 10.3. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
  - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le CEREMA, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies dans le présent CCAP.

#### 10.4. Protection de la main d'oeuvre

L'article 6 du CCAG-travaux s'applique.

Conformément à l'article D. 8222-5 du Code du travail, le titulaire doit fournir, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents suivants :

- Une attestation de fourniture de déclarations sociales datant de moins de six mois (art. D.8222-5-1°-a) ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement si le titulaire emploie des salariés (art. D.8222-5-3°) ;
- Une attestation sur l'honneur de dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires (art. D.8222-5-1°-b), ou compte tenu du caractère annuel des déclarations fiscales, présenter la nouvelle attestation fiscale de la situation au 31 décembre de l'année écoulée.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du CEREMA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du CEREMA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le titulaire et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

#### 10.5. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Dans tous les cas où, en cours d'exécution du marché public, il envisage de sous-traiter des prestations objet du marché public, le titulaire remet au CEREMA, une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement, précisant la raison ou dénomination sociale et les coordonnées du sous-traitant proposé, ses coordonnées bancaires aux fins de paiement direct du sous-traitant, les conditions de paiement, ainsi que la mention de ce que le sous-traitant renonce ou non au bénéfice de l'avance prévue au présent CCAP.

Le titulaire doit joindre, en sus, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 6.5 du présent CCAP.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les conditions de paiement du sous-traitant proposé ne peuvent être agréées qu'à condition de ne pas être anormalement basses et de ne pas déroger aux dispositions du CCAP.

Le titulaire du marché public reconnaît être parfaitement informé de ce que le sous-traitant proposé n'est pas autorisé à exécuter quelconque prestation au titre du marché public avant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement par le CEREMA.

Un sous-traitant accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est tenu de l'ensemble des obligations résultant du marché public. En cours d'exécution du marché public, le titulaire demeure responsable de plein droit de l'exécution des prestations sous-traitées.

### **ARTICLE 11. PÉNALITÉS**

#### 11.1. Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG TRAVAUX, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des travaux ou de la mise en place de la solution en mode saas, celui-ci encourt, sans mise en demeure ni demande d'observations préalables une pénalité forfaitaire de 100 € par jour de retard.

#### 11.2. Autres pénalités

En complément à l'article 19.2 du CCAG Travaux, les pénalités forfaitaires suivantes pourront être appliquées au titulaire :

Motifs	Pénalités
Absence de production des éléments mentionnés aux articles 36.2.1 et 36.2.2 du CCAG Travaux relatif au contrôle et suivi des déchets de chantier	300 € par élément non produit



Absence d'enregistrement des données relatives au suivi énergétiques mentionnées à l'article 3.5.2. du CCTP	300 € par absence de données produits dans les délais mentionnés sur les différents points de l'article 3.5.2 du CCTP.
---	--

### 11.3. Pénalité pour indisponibilité

Le titulaire décrit dans son mémoire sa méthodologie et ses délais concernant les prestations de maintenance, toutefois en cas d'indisponibilité du matériel, le titulaire est soumis à des pénalités d'un montant de 300 € HT par jour d'indisponibilité du système.

La pénalité continuera de s'appliquer tant que l'indisponibilité de l'appareil se prolongera.

L'indisponibilité est décomptée à compter de la réception de la demande d'intervention faite par tout moyen approprié par l'administration au titulaire, et prend fin à la constatation de la disparition du désordre.

### 11.4. Application des pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-TRAVAUX, aucun seuil de pénalité ne s'applique au présent marché.

Toutes les pénalités sont cumulables.

Le titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que l'application des pénalités définies au présent article ne revêt en aucun cas un caractère libératoire. Le cas échéant, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la date de prise d'effet de la décision de résiliation.

## **ARTICLE 12. RÉCEPTION DES TRAVAUX**

↳ La réception des travaux s'effectue en application de l'article 41 du CCAG travaux.

Le titulaire avise le maître de l'ouvrage par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux ont été achevés ou bien le seront.

En application de l'article 41.3 du CCAG-TRAVAUX, à l'issue des opérations préalables à la réception, le maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec réserves. La décision prise est notifiée au titulaire dans un délai de 30 jours maximum suivant la réunion de clôture prévue à l'issue des travaux.

- Si la réception peut être prononcée

Le maître d'ouvrage fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux.

Si la réception est prononcée avec réserves, le titulaire dispose de 15 jours pour remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes. A défaut, le maître de l'ouvrage peut les faire exécuter par l'entreprise de son choix aux frais et risques du ou des titulaire(s) défaillant(s), après mise en demeure restée infructueuse.

- Si la réception ne peut être prononcée

La date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai d'exécution. Il bénéficie alors d'un délai fixé par la décision, ou de 15 jours, pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal des opérations préalables. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

↳ La réception s'opère également dans les mêmes conditions que celles visées ci avant en application de l'article 41 du CCAG Travaux concernant la location et l'hébergement en mode Saas de la solution informatisée.

La décision d'admission est notifiée au titulaire dans un délai de 30 jours maximum suivant les opérations de vérification.

↳ Concernant la maintenance, des vérifications se feront également dans les locaux du CEREMA Strasbourg, ces dernières consistent à vérifier la conformité des prestations exécutées avec les stipulations du marché. Elles devront intervenir dans un délai de 1 mois à compter de la date de prévenance de la fin de la dernière opération de maintenance.

Le Cerema dispose d'un délai supplémentaire de 15 jours pour prendre et notifier au titulaire sa décision de validation ou non.

Cette décision de validation vaut admission des prestations.

### **ARTICLE 13. GARANTIE**

L'article 44 du CCAG-travaux s'applique.

### **ARTICLE 14. CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- À la forme juridique sous laquelle il se présente,
- À sa raison sociale ou à sa dénomination,
- À sa nationalité,
- À son domicile ou à son siège social,
- Au montant de son capital social,
- Aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent,

- À ses coordonnées bancaires.

A cet effet, le titulaire fait parvenir au CEREMA, par tout moyen permettant de garantir leur réception, le(s) document(s) justifiant de la modification.

## **ARTICLE 15. RÉSILIATION DU MARCHE**

### **15.1. Résiliation sans faute**

La résiliation du marché peut être prononcée, par décision unilatérale, sans faute du titulaire pour :

- des événements extérieurs au marché dans les conditions fixées par l'article 50.1 du CCAG-travaux
- motif d'intérêt général conformément à l'article 50.4 du CCAG-travaux.

### **15.2. Résiliation pour événements liés au marché**

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 50.2 du CCAG-TRAVAUX.

### **15.3. Résiliation pour faute**

Sans préjudice des poursuites le cas échéant engagées à l'encontre du Titulaire et par dérogation à l'article 50.3.2, le marché public peut être résilié, sans mise en demeure préalable, aux torts exclusifs du Titulaire, dans les cas énoncés à l'article 50.3 du CCAG-TRAVAUX.

Le marché public peut être également résilié aux torts exclusifs du titulaire :

- Après mise en demeure restée sans effet dans le mois calendaire suivant sa notification, en cas de manquement du titulaire à l'une quelconque des autres obligations nées du marché public ;
- Lorsque, enjoint par le CEREMA le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, déclaré son sous-traitant dans les conditions prévues au présent CCAP.
- Lorsque, enjoint par le CEREMA, en application des articles L. 8222-6 ou L. 8254-2-1 du code du travail, de se conformer à ses obligations découlant des articles L. 8221-3, L. 8221-5 et L. 8251-1 al. 1 du même code, le titulaire n'a pas, dans un délai de deux mois à compter de cette injonction valant mise en demeure au sens du présent article, rapporté la preuve de la fin de sa situation irrégulière ou de celle du sous-traitant direct ou indirect. La résiliation prend effet à compter de la date fixée dans la décision de résiliation et au plus tard six mois à compter de l'injonction.
- Lorsque, enjoint par le CEREMA en application des articles L. 1262-4-3 et L. 3245-2 du code du travail de se conformer à ses obligations du non-paiement partiel ou total dû au salarié détaché du titulaire, d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant, l'auteur n'a pas, dans un délai de sept jours, régularisé sa situation. A l'expiration de ce délai, le CEREMA transmet à l'agent de

contrôle les informations dont il dispose. Dans le cas où l'auteur des manquements n'a pas régularisé sa situation, le CEREMA résilie le marché public sans délai. La date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision.

La résiliation du marché public aux torts exclusifs du titulaire n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Dans tous les cas mentionnés ci-avant, le CEREMA se réserve en outre la possibilité de pourvoir à l'exécution des prestations objet du marché public résilié, aux frais et risques du titulaire conformément aux articles 52.2 et suivants du CCAG-TRAVAUX, à la seule condition de l'en informer à la notification de la décision de résiliation. Le cas échéant, l'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché public, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire ; la diminution des dépenses ne lui profite pas. Le titulaire ne peut prendre part à quelque titre que ce soit à l'exécution des prestations exécutées à ses frais et risques.

Dans tous les cas mentionnés au présent article, la date d'effet de la résiliation est fixée dans la décision de résiliation ; à défaut, la date d'effet de la résiliation est la date de notification de la décision de résiliation.

#### **ARTICLE 16. DIFFÉRENDS**

Les différends entre les parties sont réglés conformément à l'article 55 du CCAG-TRAVAUX.

En cas d'issue contentieuse, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de justice administrative.